

Déclaration du Groupe Bolchevik (Collectif Révolution Permanente)

Troupes françaises, hors d'Afrique !

Du 24 novembre au 10 décembre 2006, l'armée française est intervenue avec une escadrille de Mirages F1 en soutien à l'armée centrafricaine. Durant la même période, elle a aidé matériellement (carburant, renseignement, munitions) le pouvoir tchadien confronté lui aussi à des rebellions issues de son armée nationale.

Les soldats et les avions de l'Etat français, accompagnés de la FOMUC (Force multinationale en Centrafrique), ont fait au moins 72 morts dans les rangs de la faction militaire centrafricains. Les affrontements au Tchad ont causé aussi des dizaines de morts et des centaines de blessés. Le 14 décembre, les armées des deux « amis de la France », le président de Centre-Afrique François Bozizé et le président du Tchad Idriss Déby, reprenaient les positions qu'elles avaient perdues, repoussant leurs rivaux.

Les dissidents centrafricains se sont réfugiés à la frontière du Soudan, non loin du Darfour. Au Tchad, une partie des anciens militaires a signé un accord de paix le 26 décembre en présence du président libyen, Mouammar Kadhafi, avec la bénédiction de Chirac et de Villepin. Comme les opposants du nord de la Côte d'Ivoire face au président Gbagbo, les officiers insurgés de la République Centrafricaine et du Tchad suivent l'exemple des chefs d'Etat en place. Idriss Déby est arrivé au pouvoir en chassant le dictateur Issen Habré en 1990 ; François Bozizé a renversé le tyran centrafricain Ange-Félix Patassé en 2003. Tous deux avaient eu pour base arrière le Soudan voisin et tous deux avaient reçu l'aval des gouvernements français d'alors, à savoir Mitterrand-Rocard et Chirac-Raffarin.

En visite à N'Djamena, le premier ministre Villepin a rappelé que l'impérialisme français ne comptait pas laisser la place à ses concurrents :

C'est toute une région où la France est militairement présente et où nous avons une responsabilité historique, et donc nous souhaitons apporter toute notre contribution à la stabilité de ces pays. (Dominique de Villepin, RFI, 30 novembre 2006)

Le Tchad accueille 1 200 militaires français, la République centrafricaine 300 et au total le continent près de 10 000 (Djibouti, Sénégal, RD du Congo, Gabon, Côte d'Ivoire...). Pour garantir ses positions économiques et stratégiques, la 5^e République a noué avec les anciennes colonies de multiples « accords de défense », de « coopération militaire » qui livrent des bases à l'armée française. Que ce soit De Gaulle, Giscard, Mitterrand ou Chirac n'y change rien. L'Etat français a plus d'une fois soutenu des dictateurs, quand il ne les a pas mis en place. L'armée française a instruit et couvert les artisans du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994. L'armée française a fait récemment une démonstration de sa force en détruisant l'aviation ivoirienne en 2004 à cause des prétentions du président Laurent Gbagbo.

La découverte de pétrole et la production annuelle de 200 000 barils de brut depuis 2004 au Tchad est source de convoitises, tout comme les réserves pétrolières du Soudan au Darfour. Les compagnies américaines se partagent l'essentiel des puits tchadiens, mais Total a réussi à extorquer à Exxon et Shell une participation de 20 % dans le consortium créé pour exploiter le plus grand champ de pétrole jamais découvert en Afrique centrale, grâce à l'intervention de Deby.

Au même moment où l'armée de Chirac intervenait au Centre-Afrique, l'administration Bush a soutenu ouvertement l'invasion par l'Ethiopie de son voisin la Somalie. L'Afrique reste sous-développée, malgré ses ressources naturelles. Les pouvoirs politiques corrompus de la région restent soumis aux pressions économiques, politiques et militaires des impérialismes, au premier chef la France et les Etats-Unis. Le pillage et les rivalités entre les puissances capitalistes exacerbent la répression du mouvement ouvrier, l'oppression des femmes, l'instabilité politique, le militarisme, les affrontements ethniques, les déplacements de population, les génocides... La charité, les ONG et l'ingérence humanitaire sont le complément de la domination européenne et américaine.

Tout progrès passe par la fin des immixtions étrangères, une véritable indépendance et une collaboration entre les peuples du monde entier. Or, les confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO...) et les vieux partis ouvriers (PS, PCF) couvrent de fait les interventions militaires du président Chirac et du gouvernement de Villepin, Alliot-Marie, Sarkozy. Contre les services secrets et l'armée française, leurs pires ennemies, il faut que les travailleurs et la jeunesse brisent cette complicité honteuse, qu'ils imposent aux chefs du mouvement ouvrier un front unique aux côtés des prolétariats d'Afrique. L'avant-garde d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs doit se rassembler dans une internationale ouvrière révolutionnaire.

La lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse françaises contre les ingérences impérialistes contribuera au renversement par les prolétaires et les paysans pauvres d'Afrique des représentants des classes exploiteuses locales, tous relais de la domination étrangère, au profit de gouvernements ouvriers et paysans dans chaque pays, premier pas vers les Etats-Unis socialistes de toute l'Afrique. La lutte de la classe ouvrière française contre sa propre bourgeoisie aidera aussi à l'unité des travailleurs français, dont des centaines de milliers viennent d'Afrique, pour qu'ils en finissent avec la 5^e République, imposent un gouvernement ouvrier dans ce pays et ouvrent la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe.

À bas l'intervention de l'armée française en Centrafrique et au Tchad ! Dénonciation de tous les « traités de défense » ! Retrait des troupes françaises d'Afrique ! Fermeture de toutes les bases militaires françaises ! Droit d'entrée et de séjour pour tous les étudiants et travailleurs africains !

Paris, le 5 janvier 2006